

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis-Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Téléphone: +251 115 517 700 Fax: +251 115 517844
Site Internet: www.au.int

DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

**CINQUIEME SESSION ORDINAIRE
DE LA CONFERENCE DES MINISTRES
DE L'EDUCATION DE L'UNION AFRICAINE (COMEDAF V)
ABUJA, NIGERIA
23-27 AVRIL 2012**

AU/ MIN/EDUC/PROG (I)

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES

RAPPORT DE LA REUNION DES MINISTRES COMEDAF V

Introduction

1. La cinquième session ordinaire de la Conférence des Ministres de l'Éducation de l'Union africaine (COMEDAF V) a eu lieu à Abuja, Nigeria du 23-27 Avril 2012. Le but de cette conférence était de discuter des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action pour la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique (POA), d'examiner le rapport d'évaluation à mi-parcours, et le suivi des décisions de la COMEDAF IV. La conférence a débuté avec la réunion des hauts fonctionnaires de 23- 24 Avril 2012, et la réunion de la Conférence panafricaine sur le développement des enseignants (PACTED II) du 25-26 Avril 2012.

Les ministres ont formulé des recommandations à être prises en considération par le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine en juillet 2012.

Etaient présents :

2. Les Ministres des Etats membres suivants ont participé à la réunion : les Républiques d'Algérie, d'Angola, du Botswana, du Burkina Faso, du Cameroun, du Burundi, du Congo, du Cameroun, de Centrafrique, des Comores, d'Ethiopie, du Ghana, de Guinée, du Kenya, d'Ile-Maurice, de Mozambique, du Nigéria, , d'Afrique du Sud, du Sud Soudan, du Soudan, de Tanzanie, du Togo, de Zambie et du Zimbabwe.

Les délégués des Etats membres suivants ont participé à cette réunion : Benin, Djibouti, Egypte, Maurice, Namibie, Niger, République Démocratique Arabe Sahélienne et Sénégal.

Trois Communautés Economiques Régionales (CER) étaient également présentes : la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté des Etats du Sahel (CENSAD).

Les agences partenaires suivantes ont pris part à la réunion en tant qu'observateurs : l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Association des Universités Africaines (AUA), le Secrétariat du Commonwealth, l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA), le Conseil Africain de l'Education à Distance (ACDE), Education Internationale et le Centre Panafricain pour les Enseignants (PATC), le Centre pour l'Enseignement des Mathématiques et des Technologies en Afrique (CEMASTEA), le Projet de Renforcement de l'Enseignement des Mathématiques et des Sciences (SMASE), l'Unité Internationale de travail pour les Enseignants sur EFA et l'Université Virtuelle d'Afrique (AVU)

Les Organisations de la société civile suivantes étaient également présentes : Africa Network Campaign on Education for All (ANCEFA), Education Internationale (EI) et PEN International;

Les Institutions spécialisées suivantes de l'Union Africaine étaient également représentées : le Centre International des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA) et le Parlement Panafricain.

Point 1: Cérémonie d'ouverture

Le maître de cérémonie a souhaité la bienvenue aux participants avant d'inviter les dignitaires à prononcer leurs allocutions d'ouverture.

3. L'Honorable Ministre d'Etat pour l'Education du Nigéria, Chef (Barr) Ezenwo Nyesom Wike a souhaité la bienvenue aux participants et a exprimé sa reconnaissance pour les contributions faites par la CUA et autres partenaires clés pour rendre possible l'organisation de la COMEDAFV au Nigéria. Il a noté que cette conférence offre une opportunité unique de se rassembler autour d'un objectif commun afin de créer de nouvelles perspectives pour la réussite du programme de l'éducation en Afrique. Il a assuré les participants que le Gouvernement Fédéral du Nigéria soutiendra les résultats de la Conférence afin de permettre aux Etats Membres d'atteindre leurs objectifs nationaux et internationaux.
4. S.E. Prof. Jean-Pierre Ezin, le Commissaire des Ressources Humaines, de la Science et de la Technologie de l'UA a également souhaité au nom du Président de la CUA et en son nom personnel, la bienvenue aux participants à la COMEDAF V. Il a fait remarquer que le développement des ressources humaines est la priorité numéro 1 de l'Afrique et de la Deuxième Décennie de l'Education en Afrique – le Plan d'Action met l'accent sur l'éducation supérieure en tant que l'un des domaines clés. Il a poursuivi en affirmant que le projet de l'Université Panafricaine et de développement des programmes de bourses scolaires visant à faciliter la mobilité des apprenants sont des initiatives pertinentes qui auront besoin d'un financement substantiel pour assurer leur pérennisation.
5. S.E Mme. Hadija Youssouf Alim, Ministre de l'Education de la République du Cameroun, Rapporteur sortant de la COMEDAF IV, a fait remarquer qu'il y a eu des avancées dans la mise en œuvre du Plan d'Action. Elle a ensuite exprimé sa gratitude à la CUA, à l'UNESCO, à l'UNICEF, à la ADEA et aux autres partenaires clés pour leur contribution au développement de l'éducation en Afrique.
6. L'Honorable Ministre de l'Education de la République Fédérale du Nigéria, pays hôte de la COMEDAF V, Prof. (Mrs.) Ruqayyatu Ahmed Rufa'i a souhaité la bienvenue aux participants à la COMEDAF V à Abuja. Elle a ensuite assuré les participants du soutien du Gouvernement Nigérian à fournir la logistique et les équipements requis par l'Institut de l'Université Panafricaine qu'abrite le Nigéria. Elle a conclu en souhaitant aux participants des discussions fructueuses.
7. M. Calist Mwatela, Assistant du Ministre de l'Education, Président sortant de la COMEDAF IV, a présenté son rapport de passation de service. Il a souligné les principales réalisations et les défis rencontrés dans chacun des huit domaines prioritaires du Plan d'Action au niveau continental. Il a également présenté un bref aperçu du progrès réalisé par le Kenya dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action. Pour finir, il a émis des recommandations pour l'amélioration de la mise en œuvre du Plan d'Action au cours des années à venir, tout en soulignant que l'utilisation des TIC est primordiale pour atteindre les résultats escomptés en matière d'éducation.
8. S.E, M. Alhaji Isa Bello Sali, Responsable du Service Publique de la Fédération du Nigéria a, au nom de S.E. le Dr. Goodluck Jonathan, souhaité la bienvenue à tous les

participants à COMEDAF V. Il a affirmé que l'un des principaux objectifs de la Conférence est de faire le bilan des progrès enregistrés dans la mise en œuvre du Plan d'Action et invité les participants à faire des recommandations réalistes. Il a rassuré les participants de l'engagement du Gouvernement Nigérian pour le développement de l'éducation en Afrique et pour le succès de la COMEDAF dans les années à venir.

9. Le Dr Ben B. Ibe, Secrétaire Permanent du Ministère Fédéral de l'Education du Nigéria a présenté le discours de remerciements. Il a remercié la Commission de l'UA et tous les officiers du Ministère Fédéral de l'Education pour l'organisation de la COMEDAF V. il a également remercié le Ministère de l'Education du Kenya (Président sortant de COMEDAF V) pour avoir dirigé la COMEDAF IV. Le Dr Ben. Ibe a exprimé ses appréciations aux Honorables Ministres et aux autres principales parties prenantes notamment les représentants de la société civile pour leur participation active. Il a conclu son discours en remerciant les membres de la presse pour leur présence à la Conférence.

Point 2 : Election du Bureau

10. Le Président de la COMEDAF IV a invité le Représentant du Conseil Juridique de la Commission de l'UA pour qu'il explique les procédures à suivre pour mettre sur pied un nouveau bureau de la COMEDAF V. M. Adewale a mis l'accent sur la nécessité de désigner un représentant pour chacune des cinq régions de l'UA et a abordé les discussions qui ont eu lieu autour de cette question lors de la réunion des hauts fonctionnaires de la COMEDAF V.

11. Après consultation, les participants ont élu le Bureau composé de :

i. Président	-	Afrique de l'Ouest : Nigéria
ii. 1 ^{er} Vice Président	-	Afrique Centrale : Cameroun
iii. 2 ^{ème} Vice Président	-	Afrique Australe : Angola
iv. 3 ^{ème} Vice Président	-	Afrique du Nord : Algérie
v. Rapporteur	-	Afrique de l'Est : Kenya

12. Hon. Calist Mwatela, Assistant du Ministre de l'Education, République du Kenya, Président sortant de la COMEDAF IV, a fait la passation du poste de président de la COMEDAF V à S.E le Prof. (Mme.) Ruqayyatu Ahmed Rufa'l, Ministre de l'Education, République Fédérale du Nigéria.

Point 3: Présentation et Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

13. L'ordre du jour et le programme de travail ont été adoptés après quelques amendements par la Cinquième Session Ordinaire de la Conférence des Ministres de l'Education de l'Union Africaine (CEMEDAF V).

Point 4: Débat autour du rapport de passation du Président de la COMEDAF IV

14. Les participants ont été invités à se prononcer sur le rapport de passation de service du Kenya. Les points suivants ont été soulevés lors de cette discussion :

- i. Des inquiétudes ont été émises sur les procédures et mécanismes utilisés dans le choix de la région australe pour abriter les Sciences de l'Espace. Il a été noté qu'il serait nécessaire de faire plus de consultation et de dialogue entre la SADC et la CUA afin de résoudre ce problème.
- ii. Il a été suggéré d'envisager 'L'alphabétisation des adultes et l'éducation non-formelle' comme un neuvième domaine prioritaire ; les TIC comme domaine prioritaire dix et la Qualité comme domaine prioritaires onze du plan d'action pour la Deuxième Décennie de l'Education pour l'Afrique. Toutefois, il a été expliqué qu'ils ont tous déjà couverts dans le POA, et il est important d'assurer la mise en œuvre.
- iii. Il a été également noté que l'Institut Afrique-Inde de planification et d'administration basé au Burundi devrait être encouragé au travers de la mobilisation de ressources auprès des Etats membres

Le rapport a été amendé après les amendements ci-dessus mentionnés.

ITEM 5: Analyse du rapport de la réunion des Hauts fonctionnaires de la COMEDAF V

15. Prof. Crispus Kiamba, Rapporteur COMEDAF V, a présenté le rapport détaillé des hauts fonctionnaires. Les points suivants ont été abordés :
 - i. La question de la faible participation aux réunions de la COMEDAF a été longuement débattue et un certain nombre de facteurs explicatifs comme les délais de communication, les barrières linguistiques, les multiples reports des réunions, le manque de visibilité de la COMEDAF ont été identifiés.
 - ii. Il faudrait être plus précis en ce qui concerne le type de ressources nécessaires dans les recommandations des hauts fonctionnaires ;
16. En réaction à ces points, il a été suggéré qu'il serait nécessaire d'élaborer une stratégie de communication et d'utiliser d'autres moyens tels que la société civile pour prendre l'initiative de l'amélioration de la visibilité de la COMEDAF ;
17. S.E. le Commissaire de RHST a porté à la connaissance des participants que des modalités devraient être mises en place pour encourager les Etats membres à financer les initiatives éducationnelles de la CUA puisqu'actuellement, la majeure partie du financement provient des partenaires au développement et ce financement était très insuffisant. Il a par ailleurs demandé à la BAD d'inviter les différents Etats et CER qui abritent les Instituts du PAU à investir financièrement pour le PAU.
18. Le rapport a été adopté avec quelques amendements.

Point 6: Présentation du Rapport de la PACTED II

19. Le rapport de PACTED II a été présenté par le Dr Eyana Kpemissi Amana, Représentant de la République du Togo, au nom de S.E Mme la Ministre des Enseignements de Primaire, Secondaire, et de l'Alphabétisation. Les points suivants ont été soulevés lors des discussions :
 - i. Il a été souligné que PACTED n'est pas un organe autonome mais plutôt un sous-comité qui rend compte à la COMEDAF ; PACTED doit être considérée comme

- un processus par lequel les partenaires soutiennent la mise en œuvre de la feuille de route et surveiller conjointement la mise en œuvre avec la CUA.
- ii. Il a été suggéré qu'il faudrait identifier des partenaires stratégiques pour PACTED chaque année afin de mobiliser efficacement les ressources financières pour entreprendre cette structure;
 - iii. Il a été également suggéré d'endosser formellement la feuille de route de PACTED I.

Le Rapport de PACTED II a été adopté.

Point 7: Présentation des Invités

a) Politiques et stratégies Bancaires pour l'enseignement supérieur

20. Le représentant la BAD a mis en exergue la politique et la stratégie de la Banque dans l'enseignement supérieur et la Stratégie dans le domaine de la science et de la technologie (HEST) qui est basée sur trois piliers que sont : (i) renforcement de la structure ; (ii) mise en place de centres d'excellence, et (iii) établissement de lien entre HEST et les secteurs de production de l'économie. Il a souligné qu'une autre stratégie est en cours d'élaboration sur le développement humain en tant qu'un programme de croissance inclusif. Il a également présenté le Nouveau Model Educationnel en Afrique (NEMA) qui devrait orienter le travail de la banque vers le secteur éducatif. Ceux sont :

- i. Développer les modèles éducationnels basés sur les TIC ;
- ii. Connecter les systèmes éducationnels au marché du travail ;
- iii. Augmenter les partenariats publiques privés (PPP) afin d'aider les RMC à puiser de l'expérience, de la connaissance et du levier financier du secteur privé afin de développer des environnements d'apprentissage de pointe ;
- iv. Développer la réflexion critique
- v. Utiliser les approches participatives dans la prise de décision
- vi. Veiller à ce que tous les programmes soient justifiés et très focalisés sur des résultats de qualité et d'apprentissage

b) Rapport de la table ronde des Organisations de la société civile

21. Mme. Jennifer Chiwela, Présidente de Conseil d'Administration d'ANCEFA a présenté le rapport de la table ronde des Organisations de la société civile (OSC) tenue le 25 avril et qui avait pour thème : « Bilan de la vision de l'éducation en Afrique et les perspectives d'avenir ». Les recommandations incluent la nécessité de développer des partenariats stratégiques avec les OSC, prioriser la petite enfance, l'alphabétisation, l'éducation formelle et non formelle et l'éducation inclusive, promouvoir le développement professionnel des enseignants, la qualité et l'équité au niveau de l'éducation ; rehausser le financement national avec une bonne gestion aussi bien que des consultations élargies pour discuter de l'agenda des OMD de 2015.

c) PEN International

22. Mr Abdul-Rahman Harruna Attah, Secrétaire Général de PEN Africa Network a donné une idée sur la manière dont PEN International et PEN Africa Network compte établir un partenariat avec la Commission de l'Union Africaine. Les propositions incluent entre autres le renforcement de la collaboration en cours avec l'Union Africaine, la contribution

au développement de l'expertise à la base en rédaction, en éducation, en équipement des bibliothèques et dans la promotion de la culture.

d) Présentation sur "L'Afrique a-t-elle besoin de l'enseignement supérieur et de la recherche en Sciences Sociales? "

23. Prof Bouadjio de l'institut EBENA a fait une communication sur la nécessité de la recherche en sciences sociales. Il a mis l'accent sur l'importance d'organiser des recherches dirigées par l'Afrique notamment sur l'Histoire de l'Afrique afin de corriger les distorsions créées par les scientifiques occidentaux qui ont peu voire aucune considération pour les valeurs africaines. Il a ensuite informé les participants que son Institut est en train de compiler un livre sur l'histoire de l'Afrique.
24. Lors des discussions qui ont suivi, les points suivants ont été soulevés :
- i. Il serait important de renforcer les capacités des Etats africains afin de diriger le programme de l'éducation en utilisant des infrastructures telles que les réseaux et centres thématiques pour aborder les domaines des sciences sociales pour l'Afrique d'une manière globale ;
 - ii. Il est demandé à la BAD d'accélérer son programme de financement des activités éducatives pour l'Afrique vue la pénurie de fonds.
 - iii. L'accent a été mis sur le rôle crucial de la société civile puisqu'elle opère souvent à la base et aide les communautés à comprendre et à participer de manière réflexive à la gouvernance et au développement. Elle joue également un rôle important dans le partage d'information, de renforcement des capacités et le plaidoyer. Cependant, les limites entre le gouvernement et les OSC doivent être respectées.
 - iv. L'éducation non-formelle et l'alphabétisation sont des défis continentaux et doivent être prises en considération.
 - v. Il a été demandé à l'actuel Président de la COMEDAF V, le Nigéria, de demander à S.E. M. le Président de la République Fédérale du Nigéria de faire un plaidoyer pour qu'une attention continue soit accordée à l'éducation au delà des OMD lors du Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements prévu en Juillet 2012

Point 8: Présentation et Discussion sur l'Equité et la Qualité de l'enseignement de base

25. Dr. Nicolas Alapui, Directeur de l'UNICEF a expliqué que l'UNICEF en collaboration avec le Président de la COMEDAF V ont décidé de tenir une session de consultation et de stratégie sur la manière dont l'UNICEF peut efficacement soutenir le Plan d'Action au moment où le monde avance à grands pas vers 2015 et au-delà. Trois Etats membres ont été invités à faire des présentations à tour de rôle sur les activités pertinentes qui ont été menées en collaboration avec l'UNICEF, servant d'exemples de moyens innovants pour assurer une éducation inclusive.
26. L'Assistant du Ministre de l'Education du Kenya, M. Callist Mwatela, a affirmé que le Gouvernement Kenya a inauguré leur première Académie des Talents en 2010. L'objectif des académies est d'identifier et d'aider les jeunes à développer leurs aptitudes au travers de formations intensives tout en leur offrant un cours de remise à niveau sur l'alphabétisation, le calcul, la science, les technologies de l'Information et de communication et autres aptitudes fondamentales. Les dix-sept académies sont en relation avec le secteur privé. Les centres de talent offrent des possibilités d'apprentissage aux jeunes tant à l'école qu'en dehors. Les Ministères de l'Education,

des Affaires de la Jeunesse et des Sports et de la Culture et de l'Héritage Nationale, travaillent en collaboration avec le Kenya Secondary Schools Heads Association pour soutenir le programme.

27. Le Vice Ministre de l'Education du Mozambique, le Professeur Leda Hugo a parlé de l'initiative en faveur des enfants du Mozambique commencée en 2006 qui est en train d'être mise en œuvre à travers une approche multisectorielle dans 800 écoles primaires bénéficiant 460.000 étudiants dans le domaine de l'enseignement de base. L'évaluation interne annuelle de l'initiative signale que l'initiative a contribué à accroître le taux d'inscription surtout de la participation des jeunes filles, la réduction du taux des enfants qui ont rompu prématurément avec les bancs de l'école, améliorer l'appui psychosocial et accroître l'appui de la police et de la communauté à la prévention de la violence et de l'abus sexuel. L'évaluation de l'impact qui est actuellement en cours montrera la voie à suivre pour avoir une transition durable et une expansion de l'initiative.
28. Professeur Ruqayyatu Rufa'i, Honorable Ministre de l'Education du Nigeria a fait une présentation portant sur la stratégie de Programme de Bourse d'Etudes en faveur des Enseignants stagiaires pour promouvoir la parité des genres au Nigéria. Elle a indiqué qu'au Nigéria, il y a un progrès vis-à-vis de l'atteinte des OMD et des objectifs de l'EPT mais qu'entre les régions, les garçons et les filles et les différentes couches socioéconomiques, il existe toujours des disparités remarquables. Elle a esquissé les causes principales de cette inégalité au niveau de l'enseignement de base pour inclure le manque d'enseignantes dans les écoles primaires pour donner des conseils et suivre de près les filles dans les écoles primaires ; et les parents aussi bien que les communautés sont démotivés pour laisser les filles fréquenter l'école sans les enseignantes. Elle a conclu que le programme est actuellement un modèle pour les programmes de formation des enseignantes stagiaires au pays et qu'il accroît présentement l'équité dans la répartition des enseignantes en milieu rural.

POINT 9 : Présentation sur la mise à jour de l'usage pédagogique de l'Histoire Générale de l'Afrique

29. Le Ministre Adjoint de l'Enseignement Supérieur et L'Education Tertiaire de la République du Zimbabwe, Hon. L.A. Tapela a fait une présentation sur l'usage pédagogique de l'Histoire Générale de l'Afrique disant que son but était d'aider motiver l'Enseignement de l'Histoire de l'Afrique en mettant en valeur l'héritage commun du peuple africain et à travers ceci, promouvoir la compréhension, l'intégration et la paix régionales. Il a parlé de la Résolution de la Conférence Générale de l'UNESCO en 2011 sur la mobilisation des partenaires, des ressources financières et les PPP pour le projet. Il a aussi mentionné des réunions tenues dans le processus d'élaboration de matériels pédagogiques pour les écoles.
30. Les questions suivantes ont été évoquées lors des discussions :
 - i. La nécessité d'assurer la plus large diffusion des recommandations de la Triennale de l'ADEA et d'exhorter les Etats membres à les mettre en œuvre ; en mettant l'accent sur l'alphabétisation des adultes et l'Education Non Formelle ;

- ii. Le projet sur l'usage pédagogique de l'Histoire Générale de l'Afrique a connu des problèmes de financement. Il est demandé aux Etats membres de soutenir financièrement.
- iii. La nécessité de mettre l'accent sur la qualité de l'éducation et l'équité. Des programmes transnationaux d'évaluation des apprentissages aux niveaux régional et continental ont été suggérés comme mécanismes d'amélioration de la qualité de l'éducation en Afrique.
- iv. L'éducation spéciale pour les personnes en situation de handicap et celle des apprenants marginalisés feront l'objet d'une attention particulière.

POINT 10 : Date et lieu de la tenue de la COMEDAF VI

31. Comme c'est le tour de l'Afrique Centrale d'abriter COMEDAF, le Cameroun s'est porté volontaire pour abriter la COMEDAF VI en 2014. Cette offre a été approuvée par la réunion.

POINT 11: DIVERS

32. Les participants ont été informés que la réunion du comité de pilotage de l'ADEA se tiendra à Tunis du 8 au 11 mai 2012.
33. Les participants ont aussi été informés qu'un appel à candidature ouvert aux Etats Membres serait lancé pour abriter le Rectorat de l'UPA. Le pays hôte sera sélectionné sur la base des critères retenus. Un rapport sera soumis au Sommet de l'UA qui tiendra en janvier 2013.

POINT 11: Présentation et adoption du Rapport et des Recommandations de la Quatrième session Ordinaire de la Conférence des Ministres de l'Education de l'Union africaine, COMEDAF IV

34. Le rapport a été présenté par le Rapporteur de COMEDAF V et adopté après amendement.

POINT 12 : Les mots de clôture

35. Le ministre de l'Éducation du Nigéria a remercié tous les participants pour leur participation à cette réunion.

RECOMMANDATIONS

La Cinquième session Ordinaire de la Conférence de Ministres de l'Education de l'Union Africaine (COMEDAF V) a eu lieu à Abuja au Nigéria du 23 au 27 avril 2012. Le but de la Conférence était de discuter des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'Action de la Deuxième décennie de l'Education pour Afrique, d'examiner le rapport de l'évaluation à mi-parcours et de faire le point des décisions de COMEDAF IV. La Conférence a commencé avec la réunion des hauts Fonctionnaires tenue les 23 et 24 avril 2012 suivie de la réunion sur le Développement de l'Enseignant (PACTED) du 25 au 26 avril 2012.

Les Ministres ont convenu de soumettre les recommandations ci-dessous au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, prévu en juillet 2012.

Nous, Ministres de l'Education de l'Union Africaine :

1. Invitons la CUA à superviser en collaboration avec les CER la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation à mi-parcours de la deuxième décennie de l'éducation (ci-jointes), en vue d'accélérer l'atteinte des objectifs retenus.
2. Invitons les CER et les Etats Membres à identifier les « champions » et les institutions ayant fait preuve d'excellence dans des domaines spécifiques du Plan d'Action, pour servir de modèles, promouvoir la mise en œuvre du Plan d'Action et accroître sa visibilité.
3. Appelons les Etats Membres et les CER à participer aux réunions de la COMEDAF et à plus de diligence dans la transmission de leurs rapports de suivi à l'Observatoire.
4. Invitons les Etats Membres à mettre en place un fonds d'appui aux programmes d'éducation et de formation de la CUA tels que le Programme de Bourses de Mwalimu Nyerere, l'Université Panafricaine, les Centres de l'EFPT, le Développement des Enseignants et l'autonomisation des Jeunes.
5. Invitons la CUA, les CER et les Etats Membres à promouvoir et à renforcer le Partenariat Public-Privé en Afrique en faveur de l'éducation et de l'entrepreneuriat surtout dans le domaine de l'EFTP.
6. Lançons un appel aux CER et aux Etats Membres à veiller à ce que les demandes d'inscription à l'Université Panafricaine pour la rentrée 2012-2013 soient disséminées.
7. Demandons une fois encore aux CER de renforcer leurs bureaux d'éducation et de s'efforcer à assister aux travaux de la COMEDAF, aux autres rencontres sur l'éducation et d'envoyer des rapports réguliers à la Commission.
8. Invitons les CER et les Etats Membres à intensifier la collaboration multisectorielle au regard du rôle clé de l'éducation dans le processus de développement en tant que pourvoyeuse de ressources humaines à tous les secteurs. Les CER et les Etats Membres doivent allouer plus de ressources à ce secteur.
9. Lançons un appel aux Organisations de la Société Civile pour promouvoir, vulgariser et mettre en œuvre le Plan d'Action de la Deuxième Décennie d'Education en Afrique.
10. Demandons à la CUA de mettre en place deux comités sur l'Enseignement supérieur et l'EFTP dans l'éducation formelle et non-formelle et aux comités ainsi qu'à PACTED de fournir un rapport à la prochaine réunion du Bureau de la COMEDAF.
11. Appelons les Etats membres à mettre en place un fonds destiné à contribuer à l'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique et demandons au Gouvernement de la Libye de ne pas enlever le financement réservé à l'utilisation

pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique ; et appelons tous les États membres à contribuer au projet.

12. Approuver la mise en œuvre de l'Université panafricaine ainsi que son acte d'établissement
13. Approuver les recommandations de PACTED II et encourager sa mise en œuvre.